



**CONSTRUCTION
ET BOIS**
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



Communiqué de presse

**En l'absence de mesures volontaristes
7 000 emplois dans les Travaux Publics vont disparaître d'ici 2017**

Villeurbanne, 15 juillet 2014 - La Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes et les Organisations Syndicales de salariés s'alarment de la gravité de la situation économique et sociale du secteur en lien avec les décisions gouvernementales récentes.

Le Péage de Transit poids lourds aura pour effet la division par trois des ressources attendues par l'écotaxe destinées à financer les infrastructures de transport.

La baisse de 12,5 milliards d'euros des dotations de l'Etat aux collectivités locales va impacter directement leur capacité d'investissement en infrastructures.

7000 emplois vont disparaître d'ici 2017 en Rhône-Alpes

En l'absence de mesures correctives et volontaristes, le constat partagé par les partenaires sociaux des Travaux Publics est que le secteur entre durablement en récession.

En Rhône-Alpes d'ici 2017, ce sont 7 000 emplois dans les Travaux Publics et 11 000 dans la filière qui vont disparaître, 3 500 jeunes actuellement en formation qui ne trouveront pas de travail, avec pour conséquences la compétitivité des territoires sacrifiée et de lourdes pénalités économiques : le coût social de 11 000 chômeurs supplémentaires et la diminution importante des recettes fiscales telles que charges sociales, cotisations, impôts et taxes.

Comment, dans un tel contexte conduire les discussions sur le pacte social pour les Travaux Publics que les partenaires sociaux viennent d'engager au niveau national pour développer la contribution du secteur au pacte de responsabilité proposé par le Gouvernement ?

Alors que s'établit un consensus européen pour un plan de relance des investissements dans les infrastructures et que l'on voit dans l'actualité au travers d'un exemple dramatique les conséquences d'une insuffisance grave d'entretien, l'Etat doit exercer son rôle de stratège pour définir :

- une compensation pérenne de la perte de ressource liée à l'abandon de l'écotaxe ;
- des moyens pratiques pour que les collectivités locales continuent à financer leurs infrastructures.

Dans ce contexte, la Fédération Régionale des Travaux Publics et les Organisations Syndicales de salariés souhaitent rencontrer les représentants de l'Etat et des Collectivités Locales afin d'éclaircir les menaces qui pèsent sur les entreprises et les salariés.

**La politique d'infrastructures a besoin de
COHERENCE VISIBILITE ENGAGEMENT**